

Face à la Chine, l'Australie en résistance

Nadège Rolland

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/2 Été**, PAGES 65 À 76

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037303080

DOI 10.3917/pe.212.0065

Date de mise en ligne : 09/06/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-2-page-65?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Face à la Chine, l'Australie en résistance

Par **Nadège Rolland**

Nadège Rolland est chercheuse au National Bureau of Asian Research, et *non-resident fellow* au Lowy Institute.

La Chine est le plus important partenaire commercial de l'Australie depuis 2007 et cherche à étendre son influence dans ce pays en utilisant trois méthodes : la cooptation, la corruption et la coercition. Les responsables politiques australiens, toutefois, ne sont pas naïfs. Ils ont adopté une série de mesures pour limiter les ingérences étrangères, déclenchant la colère de représentants chinois. Le bras de fer entre Canberra et Pékin peut fournir des enseignements utiles aux Européens.

politique étrangère

En 2014, les relations entre la Chine et l'Australie ont atteint leur sommet. Les deux pays ont signé un accord de libre-échange dont les négociations avaient débuté dix ans plus tôt, et Xi Jinping a assuré le Parlement australien de l'excellence de la relation bilatérale¹. À peine six ans plus tard, la bonne volonté s'est évanouie, remplacée par des insultes et des mesures de rétorsion. L'Australie est devenue, selon le rédacteur en chef du *Global Times*, une « source de problèmes » persistante, comparable à un « chewing-gum collé sous la semelle des chaussures chinoises² ». Le directeur des services australiens de contre-espionnage considère quant à lui la menace envers les intérêts souverains australiens « plus élevée qu'elle ne l'était au plus fort de la guerre froide³ ».

Comment expliquer ce revirement spectaculaire ? Pourquoi l'Australie, dont les exportations à destination de la Chine ont largement soutenu

1. « Xi Jinping Delivers Important Speech at Federal Parliament of Australia », ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 2014, disponible sur : www.fmprc.gov.cn.

2. L. Kuo, « Australia Called Gum Stuck to China's Shoe by State Media in Coronavirus Investigation Stoush », *The Guardian*, 28 avril 2020, disponible sur : www.theguardian.com.

3. C. Packham, « Australia Spy Chief Warns of 'Unprecedented' Foreign Espionage Threat », Reuters, 24 février 2020, disponible sur : www.reuters.com.

29 ans de croissance ininterrompue jusqu'à l'épidémie de COVID-19, se retrouve-t-elle aujourd'hui dans l'œil du cyclone chinois ? Quels événements ont contribué aux changements de perception vis-à-vis de la nature de la menace ? Quelles solutions Canberra a-t-elle adoptées pour y remédier ?

Face aux pressions de Pékin, le Premier ministre Scott Morrison résumait en juin 2020 la position de son gouvernement : « Nous sommes une nation ouverte au commerce, mon gars, mais je ne braderai jamais nos valeurs face à la coercition, quelle que soit son origine⁴. » Le cas australien est riche d'enseignements pour les autres puissances moyennes démocratiques qui, intégrées économiquement avec la Chine et dépendantes de relations commerciales harmonieuses, entendent néanmoins garder une approche fondée sur les valeurs et la défense de leurs intérêts nationaux. Les solutions envisagées par Canberra pour mieux se protéger peuvent servir de « boîte à outils » pour d'autres pays, qui se trouvent aussi dans le viseur d'une politique chinoise désormais décomplexée à l'égard des démocraties libérales occidentales.

Une Australie prospère et en sécurité

Depuis la fin de la guerre froide, l'Australie danse un délicat pas de deux, d'une part avec les États-Unis, alliés garantissant sa sécurité, d'autre part avec la Chine, premier partenaire commercial depuis 2007. Fin 2014, répondant à une question d'Angela Merkel, le Premier ministre australien Tony Abbott résumait en deux mots la nature des relations entre Canberra et Pékin : « crainte et cupidité⁵ ». Cinq ans auparavant, durant un entretien avec la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, le prédécesseur d'Abbott, Kevin Rudd, avait énoncé les deux principaux axes de la stratégie australienne vis-à-vis de la Chine : l'encourager à intégrer les institutions multilatérales pour qu'elle devienne un acteur responsable de la communauté des nations, tout en se préparant à l'éventualité d'un déploiement de forces « au cas où tout irait mal⁶ ».

De fait, dans le quart de siècle suivant la fin de la guerre froide, la politique chinoise de l'Australie ne fut guère différente de celle qu'adoptaient les États-Unis et les pays d'Europe. Canberra espérait que la libéralisation économique de la Chine entraînerait à terme une libéralisation

4. « Australia Vows Not to Trade Values in Response to China Coercion », *Japan Times*, 11 juin 2020, disponible sur : www.japantimes.co.jp.

5. J. Garnaut, « Fear and Greed Drive Australia's China Policy, Tony Abbott Tells Angela Merkel », *Sydney Morning Herald*, 16 avril 2015, disponible sur : www.smh.com.au.

6. « Australian PM Kevin Rudd Sought Tough China Policy », BBC, 6 décembre 2010, disponible sur : www.bbc.com.

politique, et que le pays deviendrait une puissance de *statu quo* sur la scène internationale. Tout en déployant une politique d'engagement sur les plans économique et diplomatique, l'Australie continuait, parallèlement, à renforcer ses capacités de défense pour parer l'éventualité d'un conflit militaire dans la région. *Le Livre blanc sur la défense* de 2009 s'inquiétait notamment, pour la première fois publiquement, des évolutions de la posture chinoise sur la scène régionale et de leurs implications pour la sécurité de l'Australie, et entérinait une augmentation du budget de la défense ainsi que la mise en place d'un programme de modernisation des capacités militaires.

Mais la volonté d'« engagement » primait encore sur les inquiétudes sécuritaires. La demande chinoise avait permis à l'Australie de surmonter les effets de la crise financière de 2008. Le gouvernement de Julia Gillard décidait en octobre 2012 d'inscrire l'Australie au cœur d'un « siècle asiatique », prenant acte de l'importance cruciale de l'Asie, et notamment de la Chine, pour la poursuite de sa croissance économique et accueillant l'émergence chinoise comme une opportunité⁷. Xi Jinping et Tony Abbott signaient en novembre 2014 à Canberra le Traité de libre-échange Chine-Australie (ChAFTA) et élevaient leurs relations bilatérales au rang de « partenariat stratégique intégral », marquant ainsi, selon Xi Jinping, l'ouverture d'un « nouveau chapitre de paix, stabilité et prospérité de la région Asie-Pacifique⁸ ».

La Chine a été perçue avant tout comme une source de prospérité

Pour les gouvernements australiens successifs, la Chine a été perçue avant tout comme une source de prospérité économique. Elle est de loin le plus important partenaire commercial de l'Australie, et son principal marché d'exportation. En 2019, elle représentait 39,4 % de ses exportations de biens et 17,6 % de ses exportations de services, pour un total de 252 milliards de dollars australiens (163 milliards d'euros⁹). La croissance du commerce bilatéral résulte en partie de la signature du ChAFTA, entré en vigueur en décembre 2015. Ce sont les exportations de matières premières, en particulier des minerais métallifères (fer principalement, mais aussi cuivre, aluminium et or), de gaz naturel et de charbon qui tirent vers le haut la valeur globale et la croissance des biens exportés vers la

7. « Australia in the Asian Century », Livre blanc du gouvernement australien, 2012, disponible sur : www.defence.gov.au.

8. « Xi Jinping Delivers Important Speech at Federal Parliament of Australia », *op. cit.*

9. À titre de comparaison, le commerce bilatéral avec le Japon, deuxième partenaire commercial de l'Australie, s'élevait à 88,5 milliards de dollars en 2019. Voir « Australia's Trade in Goods with China in 2020 », Bureau australien des statistiques, 2020, disponible sur : www.abs.gov.au.

Chine. En 2019, le fer représentait 56 % du total des marchandises australiennes exportées vers la Chine. Les exportations australiennes se sont aussi diversifiées hors du secteur minier depuis 2016, avec notamment l'augmentation des ventes de produits agricoles et pharmaceutiques¹⁰. La Chine est en outre le sixième investisseur direct étranger en Australie (46 milliards de dollars australiens en 2019), principalement dans l'industrie minière, ainsi que les infrastructures, les services et l'agriculture.

L'Australie est également riche de sa population d'origine chinoise. D'après le recensement de 2016, 1,2 million d'Australiens (un peu plus de 5 % de la population) ont des ancêtres chinois. Cette présence résulte en partie d'une immigration chinoise qui a débuté au milieu du XIX^e siècle avec la ruée vers l'or, suspendue entre 1901 et 1973 suite à l'adoption de la politique dite de l'« Australie blanche » visant à limiter l'immigration d'origine non britannique. Aux dizaines de milliers d'étudiants chinois accueillis par l'Australie après le massacre de Tian'anmen en juin 1989 s'est ajouté un grand nombre de résidents de Hong Kong après la rétrocession du territoire à la Chine populaire en 1997. Depuis les années 1990, l'immigration en provenance de Chine, qui s'est accélérée ces dix dernières années, se compose de familles, d'étudiants et de professionnels qualifiés. En juin 2018, 650 700 personnes nées en Chine résidaient en Australie, soit plus du double du nombre enregistré dix ans plus tôt. Les personnes nées en Chine constituent aujourd'hui le plus grand groupe de migrants, et le mandarin est la deuxième langue parlée en Australie.

La présence de citoyens chinois en Australie se traduit par des retombées économiques importantes, notamment dans le secteur des services. L'éducation supérieure bénéficie par exemple de nombreux étudiants chinois qui, comme ressortissants étrangers, s'acquittent de frais de scolarité annuels de l'ordre de 10 à 40 000 euros par an selon les universités. Sur un total d'environ 756 000 étudiants étrangers, plus de 200 000 Chinois étaient inscrits dans les universités australiennes en 2019¹¹. En outre, le tourisme a rapporté à l'économie australienne un peu plus de 39 milliards d'euros en 2019 (3,1 % du produit national brut australien), les touristes chinois ayant largement contribué à cette performance¹². Le nombre de visiteurs chinois a été multiplié par quatre en dix ans (1,5 million en 2019), avec une croissance moyenne de 15 % par an depuis 2009.

10. « Composition of Trade Australia 2018-19 », Département des Affaires étrangères et du Commerce, 2020, disponible sur : www.dfat.gov.au.

11. « ABS Reveals Insights into Australia's Chinese Population on Chinese New Year », Bureau australien des statistiques, 2018, disponible sur : www.abs.gov.au.

12. « Australian Tourism Statistics 2020 », Budget Direct, disponible sur : www.budgetdirect.com.au.

Tout au long de cette période, Canberra a conservé une conception limitée de la nature de la menace que la Chine pourrait faire peser sur sa sécurité, sécurité pour l'essentiel pensée en matière de conflit militaire. Les solutions proposées étaient, elles aussi, assez convenues : augmentation du budget de la défense, modernisation des capacités de projection de forces, de dissuasion et de renseignement. Ce n'est que récemment que la perception de la menace a évolué. Elle n'est désormais plus envisagée sous la forme virtuelle et lointaine d'un engagement armé, mais s'est révélée au sein même de la société et des institutions politiques australiennes.

Cooptation, corruption et coercition

Au terme d'une étude exhaustive sur les ingérences étrangères en Australie, Malcolm Turnbull a présenté le 7 décembre 2017 quatre projets de loi devant une assemblée quasi déserte en cette dernière session parlementaire de l'année. Leur but : contrer les manœuvres de cooptation, de corruption et de coercition conduites contre les intérêts australiens par des « acteurs étrangers ». Sans identifier directement ces derniers, le Premier ministre décrivait ainsi les trois principales tactiques d'ingérence chinoises. Entre 2015 et 2020, trois événements ont précipité la prise de conscience collective de l'étendue du problème.

Tout d'abord, le directeur général de l'Australian Security Intelligence Organization (ASIO) — les services de renseignement intérieurs — a sensibilisé dès 2015 les dirigeants des trois principaux partis australiens au fait que les deux riches hommes d'affaires d'origine chinoise qui avaient prodigué — en toute légalité au regard du droit australien — de généreuses donations à leurs partis respectifs entretenaient des liens étroits avec le Parti communiste chinois (PCC)¹³. À son arrivée au pouvoir fin 2015, Turnbull prend au sérieux les avertissements des services de contre-espionnage. Et en août 2016, il commande un rapport confidentiel sur les manœuvres d'ingérence chinoises en Australie.

L'ASIO et l'Office of National Assessments (service de renseignement rattaché au bureau du Premier ministre, ONA) travaillent à cet effet sous la houlette de John Garnaut, ancien correspondant à Pékin du *Sydney Morning Herald* et fin connaisseur des arcanes du pouvoir chinois¹⁴. En parallèle, Turnbull demande à la direction chargée du renseignement

13. C. Bickers, « George Brandis Signals New Foreign Interference Laws as ASIO Warns of Chinese Donations », News Corp., 6 juin 2017, disponible sur : www.news.com.au.

14. A. Clark, « The Journalist, the PM and the China Reset », *Financial Review*, 10 août 2018, disponible sur : www.afr.com.

technique (Australian Signals Directorate, ASD) d'évaluer les risques afférents à l'établissement de réseaux de télécommunication 5G par des entreprises chinoises. La conclusion de l'ASD est sans appel : Huawei et ZTE doivent être totalement exclus des réseaux australiens — une décision entérinée en août 2018¹⁵. L'ampleur et la portée des activités de renseignement étrangères contre les intérêts australiens sont « sans précédent », résume le directeur général de l'ASIO¹⁶. Les deux études, dont les résultats sont communiqués aux membres du gouvernement et aux parlementaires, ont alors un impact décisif sur la prise de conscience des cercles décisionnels.

Quant au grand public, il sera à son tour informé grâce au travail des journalistes d'investigation australiens. En juin 2017, la chaîne ABC diffuse un documentaire au titre évocateur : « Puissance et influence : comment le PCC infiltre l'Australie. » L'enquête décrit les tactiques de « Front uni » déployées à l'étranger par le PCC et révèle que les étudiants,

**Huawei et ZTE
doivent être
totalement exclus
des réseaux
australiens**

la diaspora, les médias en langue chinoise et le monde politique australien en sont les cibles privilégiées. On y apprend notamment les liens troubles qu'entretiennent le sénateur travailliste Sam Dastyari et Huang Xiangmo, un milliardaire qui réside en Australie depuis 2011. Huang, lié au Département du travail du Front uni du PCC, est le généreux bienfaiteur des

deux principaux partis politiques australiens à qui il a versé un total de trois millions de dollars. En juin 2016, l'homme d'affaires, qui vient de promettre un nouveau chèque de 400 000 dollars au Parti travailliste, accompagne Dastyari à un rassemblement de médias chinois à Sydney. Le sénateur y prononce un discours dans lequel il soutient le refus du gouvernement chinois de se conformer aux décisions de la Cour permanente d'arbitrage sur la mer de Chine méridionale, contredisant la ligne de son parti : « L'intégrité des frontières chinoises est l'affaire de la Chine » et ce n'est pas « notre rôle de nous impliquer. » Le sénateur finit par remettre sa démission en décembre 2017.

Ce documentaire est suivi d'autres enquêtes médiatiques éclairant des cas de collusion avec d'éminentes personnalités liées au PCC, ou portant atteinte à la probité de responsables politiques, des prises de décision

15. G. Jennett, « Huawei's Ban to 5G Network Supported by Technical Advice, Spy Agency Chief Says », ABC, 29 octobre 2018, disponible sur : www.abc.net.au.

16. « Malcom Turnbull's Speech Introducing the National Security Legislation Amendment (Espionage and Foreign Interference) Bill », 7 décembre 2017, disponible sur : www.malcolmtturnbull.com.au.

contraires à la ligne du gouvernement fédéral, d'érosion de la liberté d'expression à l'université, ou de diffusion de la propagande du Parti-État chinois dans le système éducatif australien. Ces reportages ont alors un impact notable sur les perceptions publiques de la menace pesant sur les institutions démocratiques et le tissu social australiens. Un sondage du Lowy Institute de 2018 révèle que 41 % des Australiens interrogés considèrent l'ingérence étrangère comme une « menace critique », 72 % estimant que le gouvernement « autorise trop d'investissements en provenance de Chine¹⁷ ».

Une troisième série d'événements, survenus en 2020, révèle au grand jour la troisième tactique utilisée par le PCC pour parvenir à ses fins : la coercition. Tout commence en avril, lorsque la ministre des Affaires étrangères Marise Payne déclare dans un entretien télévisé que l'Australie souhaite le lancement d'une enquête internationale indépendante sur l'origine de la pandémie de COVID-19. Deux jours plus tard, le Premier ministre Scott Morrison renchérit, appelant l'Organisation mondiale de la santé à se doter de l'équivalent sanitaire d'inspecteurs du désarmement pour faire la lumière sur l'origine du virus, et tente de rallier d'autres démocraties à cette idée, ce qui lui vaut immédiatement une volée de bois vert.

L'ambassadeur de Chine à Canberra, Cheng Jingye, profère des menaces voilées lors d'un entretien avec un journaliste australien : en réaction à l'entêtement de Canberra, peut-être que les consommateurs chinois se demanderont « Pourquoi boire du vin australien ? Manger du bœuf australien ? », que les touristes chinois annuleront leur visite, et que les parents chinois « se demanderont si l'Australie est le meilleur endroit » pour les études de leurs enfants¹⁸. Les questions rhétoriques de l'ambassadeur chinois se transforment en sanctions dans les mois qui suivent. Des droits de douane sont imposés sur l'orge (1,5 milliard de dollars d'exportations vers la Chine en 2018) à hauteur de 80,5 % et sur le vin australiens. S'ajoute ensuite le boycott d'importations de viande de bœuf, de homard, de coton, de bois et de charbon¹⁹.

En juin, Morrison annonce que les cyberattaques de la part d'un « acteur étatique sophistiqué » se sont intensifiées, visant « le gouvernement, les industries, les organisations politiques, l'éducation, la santé, les

17. « 2018 Lowy Institute Poll », 2018, disponible sur : www.lowyinstitute.org.

18. K. Needham, « Australia Rejects Chinese Economic Coercion Threat Amid Planned Coronavirus Probe », Reuters, 2020, disponible sur : www.reuters.com.

19. S. R. Choudhury, « Here's a List of the Australian Exports Hit by Restrictions in China », CNBC, 2020, disponible sur : www.cnbc.com.

fournisseurs de services et les opérateurs d'infrastructures critiques²⁰ ». Des ressortissants australiens sur territoire chinois sont également pris pour cible par les autorités. L'écrivain Yang Hengjun et la présentatrice de télévision Cheng Lei sont arrêtés en 2019 et 2020 respectivement, accusés d'activités portant atteinte à la sécurité de l'État. Deux correspondants australiens sont quant à eux évacués en septembre 2020, après avoir été interrogés par la sécurité d'État sur leurs relations avec Cheng Lei.

Le 18 novembre, un représentant de l'ambassade de Chine remet à plusieurs journalistes australiens une liste de « 14 doléances », accompagnée de cet avertissement verbal : « La Chine est en colère. Si vous faites de la Chine l'ennemi, la Chine deviendra l'ennemi. » La liste accuse, entre autres, l'Australie d'avoir interdit l'accès de son réseau 5G à Huawei, d'avoir proféré des « allégations sans preuve quant à l'origine de cyberattaques » et d'avoir adopté des restrictions sur les investissements chinois. Canberra est sommée de changer de position sur ces 14 points, afin de favoriser le retour à une « meilleure atmosphère²¹ ». Le lendemain, alors qu'est publié le rapport Brereton sur les exactions des forces spéciales australiennes en Afghanistan²², le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères déclare que le rapport « dénonce pleinement l'hypocrisie » des pays occidentaux quant au respect des droits de l'homme. Une semaine plus tard, il tweete un photomontage représentant un soldat australien prêt à égorger un enfant afghan, avec le commentaire : « Choqué par le meurtre de civils et de prisonniers afghans par des soldats australiens ». L'ensemble de la classe politique australienne se déclare écœurée²³.

L'opinion publique australienne réagit dans le même sens. L'ampleur de la répression des Ouïghours au Xinjiang et de l'opposition démocratique à Hong Kong, dûment documentée par les médias, contribue à la forte dégradation de l'image de la Chine. Le sondage annuel du Lowy Institute révèle en 2020 que seuls 23 % des Australiens interrogés font confiance à la Chine (contre 52 % en 2018) et que 94 % d'entre eux sont favorables à la réduction de la dépendance vis-à-vis de la Chine²⁴.

20. « Australia Cyber Attacks: PM Morrison Warns of Sophisticated State Hack », BBC, 2020, disponible sur : www.bbc.com.

21. J. Kearsley, E. Bagshaw et A. Galloway, « If you Make China the Enemy, China Will Be the Enemy: Beijing's Fresh Threat to Australia », *Sydney Morning Herald*, 18 novembre 2020, disponible sur : www.smh.com.au.

22. Rapport d'enquête sur les crimes de guerre commis par les Forces de défense australiennes en Afghanistan entre 2005 et 2016. Le rapport documente 39 meurtres de civils et de prisonniers commis par (ou sur instruction) des militaires australiens, disponible sur : afghanistandinquiry.defence.gov.au.

23. S. Dziedzic et J. Norman, « Scott Morrison Demands Apology from China over Repugnant Tweet Showing Australian Soldier Threatening to Kill Child », ABC, 1^{er} décembre 2020, disponible sur : www.abc.net.au.

24. Lowy Institute Poll 2020, disponible sur : poll.lowyinstitute.org/report.

Le danger chinois ne s'est donc pas matérialisé sous la forme d'une menace militaire, mais comme une série d'actions conduites directement sur le sol australien, tirant parti de l'ouverture de son système politique, social et économique, pour mieux le saper et l'amener à se plier aux exigences de Pékin.

La démocratie comme outil de résistance

L'Australie a servi de terrain d'expérimentation à grande échelle pour les opérations d'ingérence chinoises. En moins de cinq ans, le PCC a pu déployer un éventail complexe de tactiques de pénétration et de contrainte dans le cadre d'un environnement relativement permissif, caractéristique de l'ouverture des systèmes démocratiques. Plutôt que de se soumettre à des pressions de plus en plus intenses, l'Australie a pris toute la mesure du problème et utilise habilement les instruments démocratiques à sa disposition.

Le débat public est un des instruments les plus efficaces pour faire face à des actions généralement menées dans l'opacité, le plus souvent dans les zones grises de la légalité. Pour dénoncer leurs effets néfastes, il faut d'abord les connaître et comprendre les mécanismes et tactiques du « Front uni ». Malcom Turnbull rappelait, dans son discours de décembre 2017 présentant la stratégie de son gouvernement contre les ingérences étrangères, que la lumière du soleil est le meilleur désinfectant. Le Premier ministre proposait la mise en place d'un principe absolu de transparence, rendant obligatoire pour les milieux politiques et lobbyistes australiens de déclarer publiquement toute forme de relation avec des gouvernements étrangers. Au-delà de lois encadrant le monde politique, l'effort de transparence est également mené par le travail des journalistes et des chercheurs, qui éclairent, expliquent et informent la population australienne. La richesse du débat public permet de contrer la volonté du PCC de limiter l'espace d'expression et de n'autoriser que les voix favorables à ses intérêts.

Le débat public sur la Chine est sans complaisance et parfois rude

En Australie, le débat public sur la Chine est sans complaisance et parfois rude. « Câlineurs de pandas » (*panda huggers*) et « Tueurs de dragons » (*dragon slayers*) se déchirent régulièrement par éditoriaux ou tweets interposés. Début 2020, un groupe de parlementaires australiens représentant les deux principaux partis politiques et partageant une même inquiétude quant aux atteintes chinoises à la souveraineté australienne créait le club informel des *Wolverines*. Un article publié par le *Global Times* fin mai

2020 les décrit comme des « malfrats à la solde des États-Unis » mettant en danger les relations sino-australiennes²⁵. La question de la « loyauté » des Australiens d'origine chinoise est particulièrement sensible et crée des fractures dans lesquelles s'engouffrent les « trolls » de la propagande chinoise. Ces derniers usent de raccourcis et d'amalgames pour assimiler l'opposition aux actions du PCC à un racisme anti-asiatique.

L'ingérence présente un risque de sécurité aussi important que le terrorisme

Canberra considère désormais que l'ingérence de puissances étrangères présente un risque aussi important pour la sécurité nationale que le terrorisme. L'état de droit offre les moyens d'organiser une meilleure défense. Le gouvernement se montre notamment plus sensible à l'impact d'investissements étrangers dans les infrastructures critiques, et a renforcé les outils de contrôle des investissements. En 2016, Canberra a rejeté l'offre de deux entreprises chinoises visant à prendre le contrôle d'Ausgrid, qui gère le plus large réseau énergétique du pays²⁶. Deux ans plus tard, le gouvernement fédéral interdisait à Huawei et ZTE l'accès au réseau 5G australien pour des raisons de sécurité, et enclenchait une série de réformes visant à assurer la sécurité des infrastructures critiques²⁷. Le renforcement de l'arsenal législatif décidé par le gouvernement Turnbull fin 2017 a en outre permis de faciliter les procédures pénales et d'alourdir les peines dans les cas d'intelligence avec une puissance étrangère portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation. La création d'un Département des Affaires intérieures a facilité le regroupement au sein d'un même ministère de responsabilités auparavant dispersées dans diverses administrations. Le renforcement de la coopération interservices s'est traduit par la création d'une *taskforce* conjointe entre police fédérale et services de contre-espionnage intérieurs²⁸. Enfin, toutes les donations d'origine étrangère à des partis politiques australiens ont été interdites.

En complément, et face à la volonté de Pékin d'isoler et de punir l'Australie, le gouvernement et les entreprises cherchent à rompre le tête-à-tête en construisant un réseau de partenaires élargi. Après une année 2020

25. S. Maiden, « China Pro-Government Newspaper Publishes Article Labelling Australian MPs "Thugs" », News.com.au, 1^{er} juin 2020, disponible sur : www.news.com.au.

26. « Australia Blocks Ausgrid Energy Grid Sale to Chinese Companies », BBC, 19 août 2016, disponible sur : www.bbc.com.

27. « Security of Critical Infrastructure Act 2018, Australian Department of Home Affairs », disponible sur : www.homeaffairs.gov.au.

28. N. McKenzie et R. Baker, « AFP and ASIO to Cooperate on China Investigations », *Sydney Morning Herald*, 30 janvier 2018, disponible sur : www.smh.com.au.

difficile, la diversification des marchés pour les produits agricoles australiens, notamment en direction du Moyen-Orient, de l'Asie et du Mexique, a compensé la perte du marché chinois²⁹. En dépit des tensions politiques, la Chine a continué à importer du fer australien, qu'elle ne peut aisément remplacer (41 millions de tonnes de plus en 2020 qu'en 2019³⁰). Au-delà de cette diversification économique, l'Australie tente d'étayer ses relations avec les grands acteurs régionaux – Japon, Inde, États-Unis, au travers notamment du Dialogue quadrilatéral de sécurité (Quad) – et européens – sur la base d'une reconnaissance commune de l'importance stratégique de la région indo-pacifique. De cette façon, elle tente non seulement de consolider ses défenses, mais encore de projeter une image de solidarité des démocraties face aux manœuvres chinoises d'intimidation et de harcèlement. La diplomatie australienne se fait également plus proactive envers les États du Pacifique Sud, plus vulnérables et eux aussi soumis à l'entrisme chinois. Canberra a notamment débloqué deux milliards de dollars pour le financement de projets d'infrastructures dans la région³¹, ainsi qu'une aide exceptionnelle de 500 millions de dollars pour fournir des vaccins à dix millions de voisins.

* * *

Le cas des relations sino-australiennes est riche d'enseignements à plusieurs titres. Il illustre tout autant les vulnérabilités des démocraties face à l'entrisme chinois, que leur résilience lorsqu'elles décident de prendre à bras-le-corps le défi qui leur est imposé. Il offre à la fois une mise en garde et un exemple à suivre.

Certes, toutes les démocraties libérales n'ont pas les mêmes caractéristiques que l'Australie, que ce soit à l'aune de leur degré d'interdépendance économique ou de la taille des diasporas chinoises qu'elles accueillent, mais les méthodes australiennes peuvent néanmoins être appliquées ailleurs, notamment en Europe, où les manœuvres d'ingérence du PCC sont identiques à celles déployées en Australie et dans le reste du Pacifique Sud.

29. K. Sullivan, « China's Trade Sanctions on Australian Agriculture Force Farmers to Find New Markets », ABC, 13 février 2021, disponible sur : www.abc.net.au.

30. M. Hall, « How China Is Moving Beyond Australia for Its Iron Ore Hunger », *Mining Technology*, 8 avril 2021, disponible sur : www.mining-technology.com.

31. « Pacific Regional-Australian Infrastructure Financing Facility for the Pacific », Gouvernement australien, disponible sur : www.directory.gov.au.

La principale différence entre l'Europe et l'Australie réside non dans les actions entreprises par le PCC, mais dans la compréhension de ses méthodes et la prise de conscience, tant par les gouvernements que par les opinions publiques, du degré de son entrisme. L'exemple australien démontre que le travail de sensibilisation du public par les journalistes et les experts est un premier pas essentiel dans la gestion du problème. En parallèle, une réplique efficace ne peut s'organiser sans un travail de fond de la part du gouvernement, et sans une détermination de l'exécutif à affronter les pressions politiques et économiques que Pékin fera inévitablement peser en retour. Le coût de la résistance peut apparaître considérable. Il est infime au regard de la pérennité des institutions et des valeurs démocratiques.



Mots-clés

Australie
Chine
Ingérences
Indo-Pacifique